

ANALYSE DU 3 MAI 2013

FAURE GNASSINGBE ET ELECTIONS LEGISLATIVES AU TOGO : LE RECENSEMENT DE L'A PEU PRES DE LA CENI

Avec la fin du recensement électoral au 31 mars de la zone 1 et le 30 avril de la zone 2 proclamé par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) du Togo, Faure Gnassingbé a peur de trois choses :

- perdre les élections les prochaines élections législatives au Togo dont la date n'est toujours pas fixée à ce jour ;
- ne pas voir les 2 millions d'électeurs potentiels de la Diaspora venir gonfler sa défaite électorale programmée ; et
- constater que les Occidentaux (France, Allemagne et Union européenne) n'oseront plus encore avaliser la contre-vérité des urnes comme des couleuvres.

1. FAURE N'A PAS D'EXCUSES, DONC EST IMPARDONNABLE

Selon Mme Angèle Dola Aguigah, la Présidente de la Commission électorale nationale dite « *indépendante* » du Togo, 3,1 millions de Togolais et Togolaises ont été enrôlés sur les listes électorales provisoires¹, c'est-à-dire susceptibles d'être modifiées. Le problème est que de nombreux enregistrements se sont faits avec des cartes d'électeurs ou des cartes périmées du parti de Faure Gnassingbé. Tout ceci dans des délais impartis très courts, avec un système de vote électronique et de bulletins de vote, hérités du Congo démocratique et de la Famille de Louis Michel, l'ex-premier ministre belge et ex-commissaire de l'Union européenne au développement que l'Organisation Internationale de la Francophonie s'acharne à remettre en selle pour la Centrafrique. Les responsables centrafricains gagneraient à prendre conseil auprès de ceux qui luttent pour la liberté et la vérité des urnes au Togo pour éviter que cet expert de la contre-vérité des urnes n'aille transférer le virus de la pagaille électorale en Centrafrique.

Au Togo et selon l'article 52 de la Constitution togolaise, les élections législatives auraient dû se tenir dans les trente jours précédents l'expiration du mandat des députés soit dans la période

¹ Savoir News (2013). « Togo : Fin du recensement électoral : Environ 3,100 millions de personnes enrôlées, selon la présidente de la CENI ». 3 mai 2013. Accédé le 3 mai 2013, voir <http://www.savoirnews.net/Fin-du-recensement-electoral>.

située entre le 16 septembre au 14 octobre 2012. De ce fait, l'Assemblée Nationale actuelle est illégitime. Faure Gnassingbé n'a donc aucune excuse pour :

- expliquer qu'il n'avait pas le temps d'organiser la parité entre pouvoir et opposition à la CENI ;
- refuser systématiquement de recenser la Diaspora de plus de 2 millions d'âmes et de l'inclure dans les listes électorales ; enfin de faire le recensement.
- n'avoir pas tout fait pour créer les conditions favorables pour aller vers des élections transparentes et sécurisées en transformant la CENI en une antichambre de son propre système, et souffrant d'un déficit de pluralisme évident.

Le Dialogue de Faure Gnassingbé est devenu un Monologue au point où lui-même est devenu muet dès lors qu'il s'agit de parler de la vérité des urnes. Il n'est pourtant pas sourd, mais fait la sourde-oreille aux aspirations du Peuple, alors qu'il écoute et exécute tous les conseils qui pleuvent en provenance des réseaux ésotériques, lesquels expliquent que cette fois-ci les Occidentaux risquent de le lâcher si les élections se déroulent mal.

2. ELECTIONS LEGISLATIVES : PAS DE BOYCOT ET PAS D'ELECTIONS SANS LA TRANSPARENCE

Les représentants de dite communauté internationale sont pris à leur propre piège à vouloir systématiquement des élections, même si elles sont truquées, dévoyées avec des résultats non conformes à la vérité des urnes ou carrément inversées. Pourvu que la Cour constitutionnelle avalise tout ceci.

Le piège se referme, tout simplement parce qu'une partie de cette communauté internationale, joue contre les intérêts souverains des peuples. Ainsi, à un certain seuil d'évolution, la contradiction devient insurmontable entre l'impératif d'élargissement de la base démocratique, voire de l'alternance politique qu'induisent le développement et la recherche du bien-être des populations. Il n'y a que la gouvernance autocratique, pour ne pas dire despotique, qui seule permet à l'oligarchie militaro-civile de se maintenir au pouvoir. A terme, les intérêts contradictoires deviennent de plus en plus antagonistes et que Faure Gnassingbé empêche d'évoluer en institutionnalisant la contrevérité des urnes d'une partie de la communauté internationale qui se cachent derrière la fameuse 'non-ingérence' alors que ses agents du secteur privé contrôle l'essentiel de l'économie togolaise. C'est cette situation qui est en train de transformer le Togo en un centre d'expérimentation de la fin de la contrevérité des urnes.

Cette fois-ci, le coup des élections perdues au Togo, non plus en faveur de Faure Gnassingbé et son parti le RPT/UNIR (Rassemblement pour le Peuple togolais/Union pour la République) mais au bénéfice de Gilchrist Olympio et son parti UFC (union des forces du changement) ne pourrait

être possible qu'avec une fraude massive encouragée et facilitée grâce au concours des vendeurs de kits électoraux truqués siégeant en Belgique. Mais ce qui a changé aujourd'hui, c'est que trois ans de lutte courageuse et ininterrompue, engagée dès le lendemain du holdup électoral de l'élection présidentielle du 4 mars 2010, a grandement contribué à dessiller les yeux du peuple togolais qui est désormais au courant de cette manœuvre grossière. Ainsi, faire avaler cette couleuvre, que dis-je, ce python au peuple togolais et à la communauté internationale relève de la mission impossible.

Alors, Faure Gnassingbé a tout essayé, y compris en recourant aux pires moyens, pour tenter de désorganiser cette opposition et la conduire à abdiquer en l'amenant à boycotter le scrutin pour justifier des résultats frauduleux. Mais c'est peine perdue ! Tout le monde a compris devant la grossièreté des manœuvres que les fraudes auront lieu en amont du processus électoral. Du coup, il n'y a plus lieu de boycotter ces élections et c'est le mot d'ordre du Collectif Sauvons le Togo (CST) et de l'ensemble des partis le composant. Dans ces conditions, l'occasion est offerte à l'opposition de mieux intensifier la lutte pour la vérité des urnes, à savoir, d'exiger des préparatifs dans la transparence et l'équité en termes de représentativité au niveau des structures électorales. Sans cela, il n'y aura pas d'élections au Togo tant que cette transparence ne sera pas avérée.

3. RECOMMANDATIONS DU CVU-TOGO-DIASPORA

Afin de permettre l'émergence de la vérité des urnes au Togo, le CVU-TOGO-DIASPORA recommande :

- 3.1 que la liste provisoire du recensement de la CENI fasse l'objet d'un affichage public dans les journaux de la place et que tous les Togolais et togolaises puissent aller vérifier que leur nom y figure bien ;
- 3.2 au passage, qu'ils et elles vérifient si n'y figurent pas aussi des défunts et des enfants mineurs sans compter les étrangers africains recrutés pour l'occasion des pays voisins pour comme de « vrais faux togolais de la Diaspora » ;
- 3.3 d'exiger la publication des résultats officiels des enquêtes internationales concernant les incendies des marchés de Kara et de Lomé et accepter le principe de la contre-expertise, devant les affirmations péremptoires et unilatérales du Gouvernement togolais ;
- 3.4 de stopper la mascarade des autorisations judiciaires et des poursuites judiciaires contre l'ensemble des membres du Collectif Sauvons le Togo, les Syndicalistes, les Journalistes indépendants et de libérer tous ceux qui sont en prison, bien au-delà des rangs des opposants et des journalistes, dès lors qu'ils n'ont rien fait sauf de lutter pour la liberté et la vérité des urnes au Togo ;

Mouvement Citoyen

- 3.5 de demander officiellement à Gilchrist Olympio de se ressaisir et de rejoindre la lutte du peuple togolais pour que son Père puisse être fier de lui car tout le monde est au courant que la fraude électorale au profit de son parti et ses députés ne fonctionnera pas ;
- 3.6 que Faure Gnassingbé accepte l'intervention d'un Médiateur et non d'un facilitateur international, pour démarrer une concertation élargie avec l'ensemble des protagonistes politiques et sociaux au Togo y compris la Diaspora qui devra déboucher sur une période de transition d'environ 18 mois pour réussir des élections propres et validées par tous ;
- 3.7 que la France cesse de donner l'image que les troupes militaires africaines, togolaises en particulier, servent de variables d'ajustement de la Françafrique redéfinie selon une certaine « normalité » bien illisible. A tout le moins qu'elle clarifie sa position dans le cas précis du Togo.

3 mai 2013



Dr Yves Ekoué AMAÏZO
Coordonnateur général

François Fabregat
Secrétaire général et
Directeur de la Communication